Bientôt la fin du sionisme ?

L’histoire de l’entité coloniale nommée Israël n’a été qu’une longue et sombre histoire de guerres, de massacres et de spoliation .

Du 15 septembre au 18 septembre 1982, les habitants palestiniens et libanais des camps de réfugiés de Sabra et Chatila dans la partie occidentale de Beyrouth sont encerclés et méthodiquement massacrés par l’armée israélienne sous commandement d’Ariel Sharon et les milices chrétiennes libanaises. On parle alors de 3000 victimes mais les chiffres, faute d’enquête indépendante, apparaissent très en deçà de la réalité. Comme à leur habitude, les sionistes couvrent l’histoire de leur voile de mensonges. L’intervention dans les camps de Sabra et Chatila aurait eu pour objectif de démanteler les structures opérationnelles de L’OLP. Mais dès le 1erseptembre 1982, les 11 000 combattants de l’OLP avaient quitté Beyrouth. L’objectif inavoué, avéré, du bain de sang prémédité et perpétré par les sionistes et les phalangistes était de terroriser les réfugiés palestiniens pour les éloigner davantage de la terre de Palestine, pour empêcher tout retour réel dans leur patrie et faire du droit au retour un droit totalement illusoire.

Sabra et Chatila n’est malheureusement qu’un épisode dans le plan sioniste d’annexion et de judaïsation de toute la Palestine. **L’ère des massacres commence dès la création de l’Etat d’Israël** . Pour ne citer que les plus importants, il y eut celui de Deir Yassine (1948), de Qibia (1954), de Jenine (2002) ou de Gaza (2009). L’Etat d’Israël a été édifié sur la Nakba ou « grande catastrophe » pour les Palestiniens : 500 villages furent rasés de la carte, les terres expropriées et 800000 Palestiniens forcés à l’exil. Le massacre de Deir Yassine, au cours duquel périrent 254 personnes, s’inscrit ainsi dans la logique sioniste de purification ethnique : il a précipité le départ des populations palestiniennes vers l’exil. Aujourd’hui, les réfugiés palestiniens, au nombre de 6 millions, attendent toujours l’application de la résolution 194 de l’ONU sur le droit au retour voté en 1948 !

Mais au grand désespoir des dirigeants sionistes, la situation politique a radicalement changé et les coûts des massacres surpassent aujourd'hui les bénéfices politiques qu'ils peuvent en retirer.

Parce que la résistance populaire est plus forte, le transfert massif des Palestiniens n'est plus une option envisageable pour les sionistes. Malgré le déluge de feu qui s'est abattu sur Gaza en décembre 2008 et janvier 2009 faisant plus de 1500 morts et 5000 blessés, Gaza n'est pas tombée, Gaza est restée libre. Malgré la tuerie, Israël a connu la défaite sur le plan militaire et sur le plan politique. Au niveau militaire, l'armée d'occupation n'a atteint aucun de ses objectifs stratégiques, en particulier le démantèlement du Hamas. Après la défaite au Liban en juillet 2006, c'est un nouveau coup très dur que vient d'encaisser cette armée israélienne qui, il n'y a pas si longtemps encore, se prétendait invincible. Au niveau politique, l'attaque de Gaza a été tout aussi contre-productive : elle a renforcé la mobilisation pro-palestinienne à travers le monde et a remis fortement en question la légitimité de l'Etat sioniste.

Et, c'est désormais dans l'ensemble du monde arabe et musulman que les révoltes populaires ébranlent l'ordre politique régional imposé dans l'intérêt de l'entité sioniste. Partout les peuples sont clairement antisionistes et exigent l'arrêt de toute collaboration avec Israël.

Face à ces mouvements populaires qui s'inscrivent dans une logique de contestation du néo-colonialisme et du sionisme, les puissances occidentales mettent tout en œuvre pour briser l'élan révolutionnaire. Après avoir instauré le chaos en Libye et imposé un régime aux ordres dans le but de faire main basse sur le pétrole, l'Occident s'acharne désormais sur la Syrie. « Au nom des droits de l'homme et de la démocratie », il s'agit de substituer au régime Baasiste de Bachar al Assad, une coalition politique prête à collaborer sur un plan économique et géostratégique avec le bloc impérialo-sioniste. Il s'agit

surtout de briser l'axe de la résistance régionale au sionisme, axe constitué de l'Iran, de la Syrie, du Hezbollah et des factions nationalistes libanaises anti-israéliennes ainsi que de la résistance palestinienne.

A présent, les peuples arabes et la résistance palestinienne doivent surmonter une intense offensive contre-révolutionnaire. L'impérialisme et ses alliés historiques locaux, Arabie-Saoudite et Qatar principalement, envoient des mercenaires déguisés en « djihadistes » pour déstabiliser les Etats « non-alignés » de la région comme la Syrie et l'Algérie (à travers la guerre civile au Mali). La stratégie de l'OTAN est de maintenir sans cesse les menaces d'intervention sur les Etats inféodés comme l'Iran, la Syrie ou l'Algérie en espérant ainsi les faire plier.

Même dans les pays qui ont connu des soulèvements révolutionnaires, certains actes et prises de positions des nouveaux dirigeants viennent renforcer la politique guerrière et pro-occidentale des pétromonarchies. Ainsi les Frère musulmans d'Egypte, de concert avec les « Pinochets arabes », appellent à la chute du régime baasiste de Syrie en pleine conférence des Etats non-alignés organisée par l'Iran. En Tunisie a été organisée la conférence des « amis de la Syrie » pour appeler à des sanctions contre le régime syrien. De même, malgré certaines promesses électorales, les politiques de normalisation avec l'entité sioniste ont été maintenues.

Mais l'hégémonie occidentale et sioniste est en déclin . Des puissances émergentes telles que la Chine et la Russie et des Etats du «Mouvement des Non-Alignés » (Venezuela, Afrique du Sud, Algérie…) renforcent cet axe de résistance conduit par l'Iran, et s'opposent aux ingérences préméditées par l'OTAN et ses complices au Moyen-Orient. Par ailleurs et malgré le terrorisme et la manipulation médiatique, le peuple syrien et une partie de l'opposition au régime ont compris les véritables enjeux de cette tentative de déstabilisation : comme en Irak, il s'agit de diviser le pays sur des bases

confessionnelles ou ethniques afin d'isoler, d'affaiblir et sans doute attaquer l'Iran, le seul véritable ennemi d'Israël dans la région. Cet interventionnisme à tout va de l'Occident est bien le signe de l'essoufflement de sa domination dans cette partie du monde, comme semblent le montrer les échecs en Palestine, au Liban, en Irak, en Afghanistan et bientôt en Syrie.

En Palestine , l' « Autorité palestinienne » poursuit la coopération sécuritaire et économique avec l'occupant. Les arrestations et les assassinats de responsables de la résistance sont toujours aussi nombreux. La « judaïsation » d'Al-Quds s'amplifie et les assassinats racistes de Palestiniens de tous âges se multiplient. Dans un contexte politique régional pourtant favorable à la cause palestinienne, les atermoiements du Hamas, ainsi que son inclination à légitimer l'interventionnisme des pétromonarchies du Golfe, entravent la lutte de libération nationale palestinienne. Mais le peuple reste déterminé et n'accepte ni les compromissions ni les concessions, refusant ainsi l'attentisme et le statu quo des organisations politiques. Dans les prisons, les résistants poursuivent sans relâche leur grève de la faim. Et depuis le 4 septembre 2012, des manifestations de masse ont lieu en Cisjordanie pour dénoncer l'occupation et rejeter la politique de collaboration menée par l' « Autorité palestinienne ».

En Palestine occupée, le peuple palestinien est toujours debout, uni et résistant depuis plus de soixante ans contre l'infernale machine de guerre coloniale israélienne. Il nous indique la voie à suivre. Nous, membres du CAP, nous sommes à ses côtés sur ce chemin pour réaffirmer que la Palestine est arabe, et soutenir sa lutte jusqu'à la victoire de la résistance et la satisfaction des revendications légitimes :

- **La condamnation du sionisme comme mouvement politique colonialiste et raciste.**
- **Le soutien inconditionnel à la résistance du peuple**

palestinien et à son combat pour son autodétermination et son indépendance nationale.

- **La reconnaissance du droit inaliénable au retour de tous les réfugiés chez eux.**
- **La libération de tous les résistants emprisonnés.**

Comité Action Palestine